



<b>VILLE DE MONT DE MARSAN</b>	<b>ARRETE DU MAIRE</b> N°2021/2168
--------------------------------	---------------------------------------

<b>SERVICE EMETTEUR</b> Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	<b>OBJET :</b> Arrêté portant réglementation du port du masque en hyper-centre de Mont de Marsan. <hr/> <b>Nomenclature Acte :</b> 6.1.8 - Autres
--	---

**Le Maire de la Ville de Mont de Marsan,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** le Code de la Santé Publique,

**Vu** la loi n°2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire,

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

**Vu** le décret n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortir de crise sanitaire,

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021-755 du 31 août 2021 portant diverses mesures dans l'espace public dans le département des Landes,

**Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 et ses variants,

**Considérant** l'évolution de la situation épidémique dans le département des Landes et tout particulièrement sur certaines communes connaissant une fréquentation importante de l'espace public ne permettant pas de respecter les gestes barrières et les règles de distanciation physique,

**Considérant** l'urgence et la nécessaite qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans les espaces publics (voies publiques et lieux ouverts au public) et que l'intéret de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus fin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population,



## ARRETE

**Article 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> septembre et jusqu'au 30 septembre minuit, du vendredi soir 18 heures au lundi matin 2 heures, le port du masque est obligatoire pour toute personne de onze ans et plus aux horaires et dans les zones suivantes :

Place Saint-Roch, Rue Bergeron, Place Pitrac, Rue Pitrac, Rue Montluc (coté Saint-Roch), Rue Gambetta, Place du Général Leclerc, Place Charles de Gaulle.

Une signalétique dans et aux abords des périmètres identifiés sera mise en place pour assurer la bonne information du public.

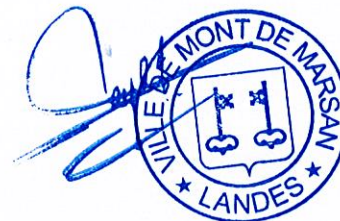
**Article 2 :** L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies par le décret n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.3136-1 du Code de la Santé Publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe. En cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de la Police Municipale et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Madame la Préfète des Landes, affiché en Mairie et dont une copie sera transmise à Monsieur le Procureur de la République de Mont de Marsan.

Fait à Mont de Marsan, le 1<sup>er</sup> septembre 2021

Charles DAYOT  
Maire de Mont de Marsan



Le présent arrêté peut, s'il est contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de son affichage ou de sa notification aux intéressés faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès de mes services ou d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau (par courrier ou par la plateforme [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).